

polluants devraient être réglementés en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement.

Dans le passé, le Canada s'est surtout préoccupé des effets des pluies acides sur l'environnement, notamment de leurs répercussions sur les milieux d'eau douce et sur la productivité de la forêt. Le Comité croit que ces préoccupations s'imposaient et s'imposent encore. Ces dernières années, cependant, on a attaché de plus en plus d'importance aux effets subtils, mais non moins envahissants, des polluants acides sur la santé humaine.

La dernière fois qu'il a témoigné devant le Comité spécial, le Dr David Bates a signalé que les budgets ont, de loin, toujours été plus généreux pour la recherche environnementale que pour les travaux visant à mesurer les effets des pluies acides sur la santé. Dans une perspective historique, cela n'a rien d'étonnant, car c'est dans l'environnement que leurs effets sont d'abord perçus, et la preuve de leur nocivité dans le domaine de la santé est souvent plus difficile à établir. Les représentants de Santé et Bien-être social Canada ont discuté avec les membres du Comité des études épidémiologiques à long terme que finance leur ministère. Le Comité sait aussi que d'autres projets de recherche sont en cours actuellement dans le secteur de la santé, dont l'un portant sur le problème de la contamination de l'eau potable par les métaux toxiques.

Les représentants de Santé et Bien-être social Canada ont aussi informé le Comité que le gouvernement finançait des études dans le domaine de la santé depuis plusieurs années et qu'il y consacrait près d'un million de dollars par année. La Division des intoxications environnementales et professionnelles affecte trois années-personnes à ce programme. Pour être vraiment efficace, il lui faudrait plus de fonds et un effectif plus considérable, soit au moins six années-personnes, selon certains témoins.

Le Comité a également été saisi d'un renseignement intéressant, à savoir que le *National Institute for Environmental Health Sciences* (NIEHS) des États-Unis fournit un autre million de dollars environ à Santé et Bien-être social Canada pour mener d'ici cinq ans une étude épidémiologique en collaboration avec l'université Harvard.

Le Comité ne peut manquer d'être frappé par l'ironie de cette aide, compte tenu des énormes quantités de matières polluantes que les États-Unis déversent sur le Canada. Plus sérieusement, toutefois, il s'inquiète de ce que Santé et Bien-être social Canada reçoit à peu près autant d'argent des États-Unis que du Conseil du Trésor pour ses recherches sur les pluies